



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS

CLASSÉES

Arrêté du **- 8 OCT. 2020**

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral
du 27 février 2020, en matière de :**

- clôture et dispositif de clôture,**
- mesures compensatoires,**
- vanne/dispositif d'isolement du décanteur séparateur d'hydrocarbures sepHC1,**
- étude de caractérisation de zone humide,**
- dossier de modification de profil en long et en travers de cours d'eau (Landgraben),**
- analyse de sédiment de curage du Landgraben,**

pour son site de carrière de Herrlisheim-près-Colmar et Eguisheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 autorisant la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin à exploiter une carrière de matériau alluvionnaire et des installations de 1^{er} traitement à Herrlisheim-près-Colmar et Eguisheim ;

VU la visite d'inspection du site le 19 août 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 28 septembre 2020 ;

Considérant que le long de la rue de la Sablière, les mesures mises en œuvre par l'exploitant n'interdisent pas efficacement aux tiers l'accès aux parties dangereuses du site de la carrière tant pour les parties au Nord de la rue de la Sablière qu'au Sud, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant que l'opération de boisement compensatoire sur la parcelle 638 – section 49 – Eguisheim n'a pas été réalisée, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 2-1-2-2/C-2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant qu'aucun dispositif d'isolement du décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à l'aire de dépotage-distribution de carburant n'a été mis en place, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant qu'aucune étude de caractérisation de zone humide n'a été transmise à la Direction départementale des territoires – Service eau, environnement et espaces naturels - en complément des éléments déjà transmis et jugés insuffisants, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-4-1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant qu'aucun dossier de modification de profil en long et en travers du ruisseau Landgraben n'a été transmis à la Direction départementale des territoires – Service eau, environnement et espaces naturels – ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-4-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant qu'aucun résultat d'analyse de sédiments du ruisseau Landgraben n'a été transmis à la Direction départementale des territoires – Service eau, environnement et espaces naturels – ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 9-4-4 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (..) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 3-1-3, 2-1-2-2/2C, 5-3-3, 9-4-1, 9-4-3 et 9-4-4 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé pour sa carrière de Herrlisheim-près-Colmar et Eguisheim, dans le respect des prescriptions qui suivent.

Article 2 : Clôture et dispositif de clôture

Au plus tard le 1^{er} mars 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse et aux installations de stockages de déchets est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire.

Des dispositifs de barrage mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, sont mis en place sur les accès.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture et des barrages mobiles ; le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Article 3 : Mesures compensatoires

Au plus tard le 30 novembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 2-1-2-2/C-2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

« Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement des impacts :

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement et afin d'assurer le respect des conditions de délivrance de la dérogation, l'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci-après :

(...)

C/ Mesures de compensation

mesures		localisation
(...)	(...)	(...)
MC2	Boisement et réalisation de haie (Compensation de la perte de milieux boisés et fourrés : la robinieraie de 0,7 ha située en partie Est du site au droit de la parcelle 58 - section 48 à Éguisheim)	(...)
		2/ Boisement :
		- sur la parcelle 638 - section 49 à Éguisheim, au Nord du périmètre carrière (hors périmètre) : plantation d'arbres (essences locales) de haute et moyenne tiges (0,68 ha).
(...)	(...)	(...)

Article 4 : Vanne/dispositif d'isolement du décanteur-séparateur d'hydrocarbures sepHC1

Au plus tard le 30 novembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 5-3-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

« (...) Pour éviter tout rejet d'eaux d'extinction d'incendie par le décanteur-séparateur d'hydrocarbures (dit sepHC1) associé à l'actuelle aire imperméabilisée de dépotage/distribution de carburant devant l'atelier (article 8-1-1-XI du présent arrêté), cet ouvrage doit être équipé d'un dispositif d'isolement (vanne, dispositif d'obturation, (...), :

- ce dispositif d'isolement doit pouvoir être mis en œuvre rapidement par l'exploitant en cas d'incendie ou accident,
- une consigne de mise en œuvre doit être établie par l'exploitant et faire l'objet d'une information régulière des salariés,
- l'exploitant doit s'assurer fréquemment de la connaissance de cette consigne par ses salariés et pouvoir en justifier. ».

Article 5 : Étude de caractérisation zone humide

Au plus tard le 31 décembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 9-4-1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

« S'agissant de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature IOTA « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau.

Le porteur de projet réalisera une étude caractérisation de zone humide selon les dispositions de l'arrêté du 24 juin 2008 susvisé.

Cette étude portera sur la zone à aménager ainsi que sur les zones périphériques afin de pouvoir évaluer l'impact potentiel du projet sur la zone humide y compris hors d'un champ direct de l'aménagement projeté.

L'exploitant pourra s'appuyer sur le guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides.

Le dossier comportera les éléments de justification relatifs la séquence éviter-réduire-compenser.

Le dossier comportera un plan d'actions relatif à la mise en œuvre de mesures compensatoires potentielles, tant au niveau de leur réalisation que du calendrier et du suivi de ces mesures compensatoires.

Ce dossier sera transmis à la DDT – SEEEN, service police de l'eau, (...) ».

Article 6 : Modification de profil en long et en travers de cours d'eau (Landgraben)

Au plus tard le 31 décembre 2020 et conformément aux prescriptions de l'article 9-4-3 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

S'agissant de la rubrique 3.1.2.0 de la nomenclature IOTA « Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau ; le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement .

Les travaux projetés conduiront à une modification des profils en long et en travers sur une longueur de 660 m.

L'exploitant présentera un dossier sur les causes qui conduisent au curage et donc à la modification des profils du cours d'eau.

Le projet devra comporter les solutions prévues afin d'éviter de nouvelles actions sur le milieu notamment celles relatives au curage qui est néfaste pour le fonctionnement du cours d'eau, la faune et la flore aquatique.

L'exploitant s'assurera de présenter et de réaliser des profils qui amélioreront les fonctionnalités du cours d'eau.

Ce dossier sera transmis à la DDT – SEEEN, service police de l'eau, (...) ».

Article 7 : Analyse de sédiment de curage du Landgraben

Au plus tard le 31 janvier 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 9-4-4 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé :

« S'agissant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature IOTA « Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année.

L'autorisation au titre de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature IOTA est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à dix ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.

La quantité de sédiment extraite est d'environ 1 000 m³/an.

Avant toute extraction de sédiment dans le Landgraben, dans le cadre de travaux d'entretien/curage, le porteur de projet réalisera des analyses de sédiments conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2006 susvisé.

La présentation des analyses comportera le plan des zones de prélèvements ainsi que la méthodologie employée pour réaliser ces analyses.

En fonction des résultats obtenus, le porteur de projet indiquera la destination finale des matériaux extraits.

L'exploitant respectera les dispositions de l'arrêté du 30 mai 2008 susvisé.
Ce dossier sera transmis à la DDT – SEEEN, service de police de l'eau (...). ».

Article 8 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM.

À Colmar, le **- 8 OCT. 2020**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
le sous-préfet de Mulhouse
secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative,
le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par
voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux
mois à partir de sa notification.

